

PRESSE-MEDELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE

INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS

EMBARGO: 6.11.1974/16hrs.

Brussels, 6 November 1974

RESUME OF A SPEECH BY MR. P.J. LARDINOIS, MEMBER OF THE COMMISSION
OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, DELIVERED AT THE WORLD FOOD CONFERENCE
ROME - 6 NOVEMBER 1974

Speaking on behalf of the European Economic Community, Mr Lardinois has come out strongly in favour of the "Boerma Plan" which envisages international cooperation with regard to the stockpiling of basic agricultural commodities. This cooperation would consist of international concertation of national storage policies. Mr Lardinois also stressed the Community's attitude in favour of negotiating international agreements for some agricultural products. They could vary according to the products and would apply the necessary framework containing all the factors, including pricing arrangements, required to ensure international stability of production and trade. He added that many difficulties the world is facing now in the field of food supplies could have been largely avoided if this framework of cooperation had existed already.

Mr Lardinois said that the European Community is against the proliferation of international institutions. He stressed however that the institutional set-up of international cooperation dealing with world food security should be defined in such a way that worldwide participation would be ensured.

Mr Lardinois said that stability is one of the main aims of the common agricultural policy, which has allowed the European Community to avoid the heavy price increases and the scarcities which in some sectors plague the world markets. Although this is due partly to the natural advantages which the Community enjoys, Mr Lardinois ascribed much of that stability of supply to the incentives which the EEC gives to its farmers.

The problems of food supply the world faces now can in the long run only be solved by increasing production in the developing countries. Mr Lardinois reminded his audience of the important help provided by the EEC for the promotion of agricultural projects in developing countries. He stressed, however, that food shortages can only be overcome if the countries concerned give the highest priority to agricultural investments and to the development of their agricultural industries. Agricultural production in developed countries should continue to get all the necessary attention since it alone is able in the short run to meet an ever increasing world demand. In the future, it will continue to be an important factor in the overall balance of supply and demand.

According to Mr Lardinois, the level of food aid cannot be linked to the existence of surpluses. He announced that the Commission is working out proposals for an overall conception of food aid. These deal in particular with a multi-annual programming of aid, designed to meet the objectives of continuity

which is of great importance to the recipient countries. Mr Lardinois pointed out that for 1975 the EEC had already decided to maintain the volume of food aid at the high 1974 level in spite of the balance-of-payments difficulties faced by a number of Member States. As far as emergency actions are concerned, the Community aid in favour of the Sahel, Bangladesh and India has demonstrated the importance of the resources mobilised by the Community and its Member States.

As a unique example of the assistance to be provided to developing countries in the field of international trade, Mr. Lardinois referred to the proposals the Community has made for guaranteeing their export earnings in the framework of association agreements. At a more general level the Community has facilitated an increase in exports from developing countries as a whole, by means of a system of generalised preferences. Mr Lardinois finally advocated new forms of cooperation in order to promote agricultural exports from these countries.

Bruxelles, le 6 novembre 1974

RESUME DU DISCOURS PRONONCE PAR M. P.J. LARDINOIS, MEMBRE DE LA
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, A LA CONFERENCE MONDIALE
DE L'ALIMENTATION A ROME, LE 6 NOVEMBRE 1974

Parlant au nom de la Communauté économique européenne, M. Lardinois a pris nettement position en faveur du "Plan Boerma" qui propose une coopération internationale en ce qui concerne le stockage de produits agricoles de base. Cette coopération consisterait en une concertation internationale des politiques nationales de stockage. M. Lardinois a aussi souligné que la Communauté était favorable à la négociation d'accords internationaux pour certains produits agricoles. Ils pourraient être différents selon les produits et comporteraient tous les mécanismes nécessaires y compris en matière de prix, pour garantir la stabilité de la production et des échanges sur le plan international. Il a ajouté qu'un grand nombre de difficultés auxquelles le monde est actuellement confronté en ce qui concerne l'approvisionnement en denrées alimentaires auraient pu être évitées si une telle coopération avait déjà existé.

M. Lardinois a dit que la Communauté européenne était opposée à la prolifération des institutions internationales. Il a toutefois souligné que la création d'un cadre institutionnel de coopération internationale en matière de sécurité de l'approvisionnement en denrées alimentaires devrait être défini de manière à garantir une participation à l'échelle mondiale.

M. Lardinois a encore déclaré que la stabilité est l'un des principaux objectifs de la politique agricole commune qui a permis à la Communauté européenne d'éviter des hausses de prix importantes et les pénuries qui, dans certains secteurs, affectent les marchés mondiaux. Bien que cela soit dû en partie aux avantages naturels dont bénéficie la Communauté, M. Lardinois a attribué une bonne part de cette stabilité en matière d'approvisionnement aux encouragements que la CEE accorde à ses agriculteurs.

Les problèmes d'approvisionnement auxquels le monde se trouve actuellement confronté ne pourront être résolus, à long terme, que par un accroissement de la production dans les pays en voie de développement. M. Lardinois a rappelé l'aide importante fournie par la CEE en vue de la promotion de projets agricoles dans les pays en voie de développement. Il a toutefois souligné que des disettes ne pouvaient être surmontées que si les pays concernés accordent une priorité absolue aux investissements agricoles et au développement de leur agriculture. La production agricole des pays développés devrait continuer à faire l'objet de toute l'attention nécessaire étant donné qu'à court terme, elle est seule à pouvoir faire face à l'accroissement permanent de la demande mondiale. A l'avenir, elle restera un facteur important de l'équilibre global de l'offre et de la demande.

Selon M. Lardinois, le niveau de l'aide alimentaire ne peut pas être lié à l'existence d'excédents. Il a annoncé que la Commission était en train d'élaborer des propositions relatives à une conception globale de l'aide

alimentaire. Ces propositions portent notamment sur une programmation pluri-annuelle de l'aide destinée à tenir compte des objectifs de la continuité qui présente une grande importance pour les pays bénéficiaires. M. Lardinois a souligné que pour 1975, la CEE avait déjà décidé de maintenir le volume de l'aide alimentaire à son niveau élevé de 1974, en dépit des difficultés de balance des paiements que connaissent un certain nombre d'Etats membres. En ce qui concerne des actions d'urgence, l'aide communautaire en faveur du Sahel, du Bangladesh et de l'Inde, a démontré l'importance des ressources mobilisées par la Communauté et par ses Etats membres.

Comme exemple unique de l'aide à fournir à des pays en voie de développement dans le domaine des échanges internationaux, M. Lardinois s'est référé aux propositions faites par la Communauté en vue de garantir leurs recettes d'exportation dans le cadre d'accords d'association. D'une manière plus générale, la Communauté a favorisé un accroissement des exportations des pays en voie de développement dans leur ensemble, en mettant en place un système de préférences généralisées. M. Lardinois s'est enfin prononcé en faveur de nouvelles formes de coopération en vue de promouvoir les exportations agricoles de ces pays.
